



L'Édito

Le groupe Carrefour a récemment fait l'objet d'une offre publique d'achat (OPA) par le groupe Canadien « Couche-tard ». Le Ministre de l'économie, Bruno Lemaire s'y oppose au nom de la souveraineté alimentaire. Une première dans une négociation qui n'aurait été auparavant qu'une banale affaire financière. Est-ce le signe précurseur du monde d'après ?

Carrefour est le groupe qui a créé le premier hypermarché de France en 1963. Il est aussi le premier distributeur européen et le deuxième mondial. Ces dernières années, la guerre des prix et la désaffection des consommateurs pour les hypers ont détérioré ses résultats. Mais le groupe a changé de stratégie et possède déjà plus de 7 000 magasins de proximité à côté des 3 400 supermarchés et des 1 200 hypers. Le chiffre d'affaires de 2019 a connu un rebond spectaculaire (80,7 Mds €) qui s'est poursuivi en 2020 avec la Covid. Ceci étant, la valeur des actions avait baissé de 79 € en 2000 à 16 € ces derniers mois. Le bénéfice de 1,3 Md € enregistré en 2019 est resté insuffisant. Un fort potentiel de vente et une faible capitalisation boursière attirent les convoitises. Cela explique l'OPA de Couche-tard, un groupe qui pèse deux fois moins en chiffre d'affaires mais avec une profitabilité supérieure.

Le groupe Carrefour est le premier employeur privé en France avec 105 000 salariés soit 5 000 de plus que l'ensemble de la construction automobile ! Il assure la distribution de 20 % de la consommation alimentaire et, c'est cet argument que le Ministre utilise pour s'opposer au rachat au nom de la souveraineté alimentaire.

Pendant des décennies, les agriculteurs et les entreprises de l'agroalimentaire ont contesté le pouvoir excessif donné aux centrales d'achat des GMS qui avaient tous les droits du moment que cela faisait baisser les prix pour les consommateurs. Cette pression des GMS sur les prix a eu des conséquences sur les revenus des acteurs économiques et sur le potentiel de production. Maintenant que l'on constate que cette politique de baisse des prix devient néfaste même pour les GMS, il serait temps de changer de stratégie en permettant à tous les acteurs des filières de s'organiser autour des chaînes de valeur avant que Amazon ou Walmart ne mettent tout le monde en coupe réglée au mépris total de toute notion de souveraineté. A force d'empêcher toute organisation économique des producteurs, la stratégie de privilégier la baisse des prix fragilise tous les maillons des filières et facilite leur rachat par des GAFA toutes puissantes.